



Rapport annuel 2007



**SOCIETE GENERALE
DE BANQUES AU BURKINA**

FILIALE DU GROUPE



SOMMAIRE

Présentation du Comité de Direction et du Conseil d'Administration	2
Rapport du Conseil d'Administration sur l'Arrêté des Comptes au 31/12/2007	3
Les chiffres clés	9
Résultats comparés au 31/12/2006 et au 31/12/2007	10
Bilans et hors bilans comparés au 31/12/2006 et au 31/12/2007	11
Rapport général des Commissaires aux Comptes	12
Rapport spécial des Commissaires aux Comptes	13
Bilan au 31/12/2007 (Actif)	14
Bilan au 31/12/2007 (Passif)	15
Bilan au 31/12/2007 (Hors Bilan)	16
Compte de résultats au 31/12/2007 (Charges)	17
Compte de résultats au 31/12/2007 (Produits)	18
La SGBB, une banque internationale au service du développement local	19

PRESENTATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DU COMITE DE DIRECTION AU 31/12/2007

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 31/12/2007

PARTIE BURKINABE

- ◇ État Burkinabè représenté par **M. Émile PARE**
Président du Conseil d'Administration
- ◇ Société Africaine de Pneumatique (SAP) représentée
par **M. Lazare K. SORE**
- ◇ **M. Joseph Miougoupri BARO**
- ◇ **M. Boubacar Alama TRAORE**

PARTENAIRES ETRANGERS

- ◇ Société Générale représentée par **Patrick LE BUFFE**
- ◇ Société Générale de Banques en Côte-d'Ivoire (SGBCI)
représentée par **M. Tiémoko COULIBALY**
- ◇ Société Financière Afrique Développement International
S.A. (FINADEI) représentée par **Mme Josette GUIDONI**
- ◇ **Patrick DELAILLE**
Administrateur Directeur Général SGBB
- ◇ **Raymond BOUTIN**
Administrateur et Secrétaire Général SGBB

LE COMITE DE DIRECTION AU 31/12/2007

- ◇ **Patrick DELAILLE**
Directeur Général
- ◇ **Raymond BOUTIN**
Secrétaire Général
- ◇ **Bernard BONNIN**
Directeur de l'Exploitation et du Réseau
- ◇ **Jean DAVID**
Superviseur des Risques
- ◇ **Oumarou KOLA**
Directeur de l'Audit Interne
- ◇ **Saïdou BARRY**
Directeur Finances et Flux
- ◇ **Ablassé ILBOUDO**
Directeur des Opérations Comptables
- ◇ **Zimapi TAMINI**
Directeur des Systèmes d'Information
- ◇ **Ablassé SAWADOGO**
Directeur des Risques
- ◇ **Dieudonné ZOUNGRANA**
Directeur des Affaires Juridiques et Contentieuses
- ◇ **François BOGNINI**
Directeur de l'Agence Principale



Émile PARE

Président du Conseil d'Administration

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale pour vous rendre compte de l'activité de la Société Générale de Banques au Burkina au cours de l'exercice 2007 et soumettre à votre approbation, le bilan et le compte de résultats arrêtés au 31/12/2007.

Au plan international, la situation économique a été dominée par la poursuite de la croissance de l'activité de la Chine. Sur le plan monétaire, le dollar US a continué à se déprécier par rapport à l'Euro.

Quant au Baril de pétrole, son prix a grimpé régulièrement de mois en mois.

La crise des subprimes aux USA a déclenché au 4^{ème} trimestre 2007, une perte de confiance dans le domaine bancaire. Nous avons connu quelques faillites de banques aux USA.

Cette crise a obligé la quasi-totalité des banques à appliquer d'importantes provisions pour risques sur l'exercice 2007.

Au plan régional, au sein de l'UEMOA (Union Économique et Monétaire Ouest Africaine), la situation économique et financière a continué de se ressentir des déséquilibres induits par le renchérissement continu du pétrole et des contraintes d'offres et de coûts des facteurs de production, en particulier dans le secteur de l'énergie.

Par ailleurs, la conjoncture économique a connu des performances moins satisfaisantes que prévu en matière de production agricole. Néanmoins, les dernières estimations anticipent un taux de croissance économique de l'Union qui s'établirait à 3,3% en 2007 contre 2,9% en 2006.

Pour l'année 2007, le taux d'inflation se situe, en moyenne, autour de 2,2%, dégageant un différentiel négatif de l'ordre de 0,4 point de pourcentage vis-à-vis de la zone euro.

Au plan national, le Burkina Faso se classe 176 sur 177 selon le 18^{ème} rapport mondial du PNUD sur le développement humain, publié en février 2008. Ce mauvais classement s'explique par la composante « capital humain » de l'IDH à savoir le taux brut de scolarisation et d'alphabétisation.

Les dernières estimations situent le PIB nominal à 3 400,6 milliards, en hausse de 4,3% par rapport à 2006. En terme réel, la croissance économique est attendue à 4,5% tirée par les secteurs secondaire et tertiaire. Le secteur primaire ne contribuerait qu'à hauteur de 0,5% à cette croissance, du fait des contre-performances enregistrées dans la filière cotonnière. Sur la base de l'évolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation, l'inflation s'est située à +2,3% en 2007 contre +2,4% en 2006.

Au plan économique et monétaire, L'encours de la dette publique se chiffrait à 659,4 milliards FCFA représentant 20,9 % du PIB contre 42,9 % en 2005. Cette baisse notable de l'encours de la dette s'explique essentiellement par le bénéfice de l'initiative de l'allègement de la dette multilatérale (IADM) pour environ 708 milliards FCFA.

Selon la commission de l'UEMOA, la tendance à la baisse s'est poursuivie en 2007 avec un encours représentant 18,4% du PIB et un service de la dette représentant 6,4% des recettes.

Dès le 4^{ème} trimestre 2007, certaines mesures d'accompagnement, notamment des dispositions fiscales visant à entretenir un climat incitatif et sécurisant pour l'investissement ont été prises par le gouvernement :

- ◇ Le taux du BIC et BNC passe de 35% à 30% à compter de janvier 2008,
- ◇ Les provisions techniques sur créances deviennent déductibles à compter de janvier 2008,

- ◇ Le taux d'abattement de l'IRF passe de 30% à 60% pour les nouvelles constructions acquises sur fonds propres en plus d'une exonération sur les constructions réalisées à la suite d'un prêt bancaire pour une période de 5 ans,
- ◇ La TVA est exonérée sur les prêts immobiliers de 6 Millions FCFA et en deçà,
- ◇ Le taux de l'IRVM passe de 15 à 12,5%.

L'économie burkinabé repose en grande partie sur le secteur rural qui représente plus de 30% du PIB, et qui concentre près de 80% de la population active totale. L'agriculture, et notamment la production cotonnière, constitue donc un poste clef de l'économie burkinabé non seulement de par les effets d'entraînement qu'elle enclenche sur les autres activités économiques mais aussi parce que la majeure partie de la population tire, directement ou indirectement, ses revenus de ce secteur.

Le Secteur Primaire

Le secteur primaire reste le moteur de la croissance, avec une part de 37,2% du PIB en 2006 et une contribution à la croissance du PIB à hauteur de 1,3

points. Les résultats du secteur primaire représentent donc un enjeu majeur pour le pays d'autant qu'ils exercent une influence directe sur la consommation et sur l'industrie manufacturière.



Point sur la filière Coton :

Si aujourd'hui, le marché

international du coton apparaît risqué, les perspectives d'évolution à moyen terme ne semblent pas défavorables aux filières ouest africaines. Il est raisonnable en effet de tableer à plus ou moins brève échéance sur une réduction des subventions américaines, sur une fermeté durable des prix du pétrole et sur un certain plafonnement de la production cotonnière mondiale.

La rareté et le coût croissant de l'accès aux facteurs de production mettront de plus en plus le coton en concurrence avec les productions vivrières, les productions d'agro carburants et les autres productions agricoles non alimentaires.

La compétitivité relative des filières ouest africaines, peu mécanisées, faibles utilisatrices d'intrants ne peut donc que se renforcer.

Si en outre les politiques d'amélioration de la productivité envisagées (coton OGM) tiennent leurs promesses et permettent de réduire les coûts de production, les filières ouest africaines et le Burkina en l'occurrence pourraient tirer à nouveau partie de « l'or blanc ».

Dans le court terme, alors même que les cours mondiaux, exprimés en cents par livre se sont éloignés du plancher atteint en octobre 2004, le risque principal provient du taux actuel de change de l'euro dollar.

Au vu de ces éléments, la SGBB, s'est repositionnée au sein du pool bancaire local afin de participer au financement de la campagne Sofitex (Société des Fibres Textiles) à hauteur de 10% du besoin soit 4 Mds CFA. Nous avons pris également 50% en risque de la part du Groupe SG en Off Shore.

Point sur le fonds de lissage : L'AFD contribuera à hauteur de 18Ms EUR dont 15Ms EUR sous forme d'un prêt sur 30 ans au financement d'un fonds de lissage. Le fonds de lissage incitera les acteurs principaux de la filière à améliorer en permanence leur compétitivité. Le suivi direct permanent de l'évolution des cours mondiaux et la clé de répartition du prix FOB entre sociétés cotonnières et producteurs obligeront les deux partenaires à la recherche constante de gains de productivité.

Le fonds permettra de franchir des périodes répétées de baisse imprévue des cours, tout en offrant aux producteurs un prix suffisamment rémunérateur pour les maintenir dans l'activité.

Le Secteur Secondaire

Il représente 24,3% du PIB en 2006, ce qui en fait le secteur le plus modeste de l'économie burkinabé, même si son taux de croissance moyen dépasse les 7% par an.



Ses deux composantes

principales, l'industrie manufacturière et le BTP, ont connu depuis 2000, des résultats intéressants du fait respectivement, des bons résultats de la filière cotonnière (campagne 2005/2006 exclue) et du boom immobilier de la capitale.

Le secteur minier poursuit sa croissance.

D'énormes efforts ont été réalisés pour promouvoir les investissements dans ce secteur. Plus de 100M \$ ont été investis au cours des dernières années sur 130 licences de prospection.

Le Secteur Tertiaire

Ce secteur devrait connaître la privatisation de certaines grandes entreprises nationales comme la SONABEL (Société Nationale Burkinabè de l'Électricité), la SONABHY (Société Nationale Burkinabè d'Hydrocarbures).

En ce qui concerne l'ONATEL (Office National des Télécommunications), la compagnie Marocaine de Télécommunication "MAROC TELECOM" s'est adjugée 51% de son capital.

Il s'agit du secteur le plus important en terme de contribution directe au PIB (38,5% en 2006) avec un taux de croissance annuel moyen de la valeur ajoutée de 5% depuis 2002. Ce sont les services marchands qui ont essentiellement tiré la croissance du secteur.

Le téléphonie mobile reste extrêmement dynamique.

Elle l'est d'ailleurs dans la région de l'UEMOA.

Le Burkina Faso a enregistré une augmentation de 140 % du nombre des usagers entre 1999 et 2004.

En outre, le secteur bancaire burkinabè voit l'arrivée de nouveaux intervenants avec des surfaces financières considérables comme le nigérian UBA qui vient de racheter 38% des parts de l'État dans la BIB (Banque Internationale du Burkina) ou encore Attijariwafa, très présent au Sénégal et qui est en pourparlers avec la BACB.

Nous assistons à une phase de concentration du secteur

bancaire burkinabè qui pourrait aboutir à une redistribution des cartes avec des établissements dont les ambitions affichées sont clairement continentales.

Projections 2008

Les perspectives économiques pour l'année 2008 seraient caractérisées par :

- ◇ une croissance du PIB réel de 4,5% contre 4,3% en 2007, en liaison avec une bonne tenue du secteur primaire conjuguée aux effets d'entraînement attendus sur les secteurs secondaire et tertiaire,
- ◇ une évolution des prix intérieurs relativement maîtrisée dans l'objectif de 2,0% maximum retenu dans le programme monétaire, sous l'hypothèse d'un approvisionnement satisfaisant des marchés en vivriers,
- ◇ une légère aggravation du déficit, base engagements, hors dons, des opérations financières de l'État, qui devrait atteindre 446,7 milliards de FCFA ;
- ◇ un excédent de balance des paiements de 15,0 milliards de FCFA.

Il convient de souligner néanmoins le climat de malaise social qui s'est installé dans l'ensemble de la sous région depuis le début de l'année 2008.

Deux manifestations violentes se sont produites l'une à Bobo-Dioulasso et l'autre à Ouagadougou.

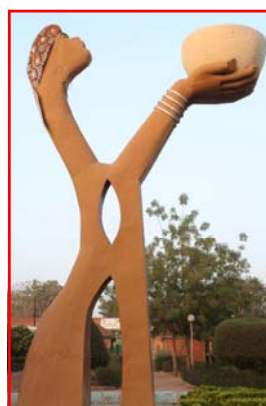
La grogne contre la cherté de la vie et plus particulièrement sur l'augmentation des prix des produits de base : riz, sucre, huile...

Ce malaise général dans la sous région pourrait modifier les prévisions.

Ne minimisons pas la crise économique et financière mondiale qui aura inévitablement des répercussions sur nos économies.



Place des cinéastes à Ouagadougou, symbole du FESPACO (Festival Panafricain du Cinéma de Ouagadougou)



Place Naaba-Koom, symbole de l'hospitalité du Burkina

Activité de la SGBB en 2007

L'exercice 2007 a été très contrasté.

Plusieurs événements sont venus perturber son déroulement notamment la décision de ne pas participer à la campagne cotonnière, les garanties souhaitées et la mise en ordre administrative du chef de file n'ayant pas été obtenues.

Cette situation a entraîné un important déséquilibre de la trésorerie. Les prévisions des besoins de capitaux avaient suscité une politique de recherche des dépôts. Les dépôts clientèle, principalement en DAT à durée longue et donc avec une rémunération rehaussée, ayant été privilégiés, plutôt que le recours au marché interbancaire, la charge d'intérêts à payer s'est trouvée peser lourdement sur la marge, tandis que les produits attendus du coton faisaient défaut.

Cet « effet de ciseaux » va durer une bonne partie de l'année, un manque à gagner de l'ordre de 600 millions de Fcfa est apparu.

Par ailleurs, la dégradation de certains dossiers d'engagements a nécessité d'une part des déclassements, d'autre part la création de provisions en « fonds bancaires pour risques généraux » (FRBG) la visibilité sur l'issue de ces concours étant incertaine en décembre 2007.

Ces dispositions ont entraîné un coût net du risque limité mais une charge exceptionnelle importante totalement réintégrée fiscalement.

Les éléments disponibles sur l'exercice 2008, montrent une relance de l'exploitation : retour au financement du coton, nouveaux engagements de qualité, maîtrise des frais généraux, nette amélioration des commissions.

Le résultat de 2008 devrait s'en trouver nettement amélioré.

Les emplois

Comme cela a été indiqué, la banque n'a pas renouvelé le financement de la filière cotonnière au profit de la Sofitex à travers le pool bancaire.

Les différentes interventions sur ce sujet n'ont pas été à même d'obtenir de cette société les garanties souhaitées en matière de nantissement de contrats, notamment.

La campagne a débuté, comme la précédente par des décaissements « en blanc », les garanties promises

n'ayant pas été mises en place; d'autant que les précédents engagements n'avaient pas été soldés avant le début de la dite campagne.

Par contre, la consolidation mise en place sous l'égide de l'État pour assurer la prise en charge des soldes non couverts des campagnes précédentes (5 Mds de Fcfa pour la SGBB) a vu sa première échéance honorée dans le délai.

La SGBB est toutefois restée présente dans la filière en maintenant le financement au profit de SOCOMA et Faso Coton.

Hormis la mise en place du crédit d'équipement pour l'ONATEL après sa privatisation partielle au profit de Maroc Télécom, soit 5 milliards de Fcfa, les opportunités de crédits à moyen terme pour la clientèle ont été rares, une sorte d'attentisme frappant la communauté économique locale.

En court terme, plusieurs de nos clients utilisateurs de facilités de caisse et découverts ont vu leurs créances sur l'État être, enfin honorées, ce qui a entraîné des remboursements substantiels, donc des baisses sensibles d'encours.

Cette situation a laissé des liquidités abondantes à la banque lui permettant de participer à hauteur de 10 milliards de Fcfa à l'emprunt d'état en juillet 2007, rémunéré à 5,5% net d'impôts.

L'exercice 2008, s'annonce plus dynamique. Le retour de la SGBB dans le pool bancaire de la SOFITEX à hauteur de 5 Mds et les perspectives de financements sont encourageants.



SGBB Siège social et agence principale

Les Dépôts

La politique menée dans ce domaine a priorisé la recherche de dépôts stables susceptibles de renforcer le besoin de ressources de la banque dans le cadre des perspectives de emplois.

Ainsi, tant pour la clientèle commerciale que privée ou institutionnelle, les dépôts à terme (DAT) ont été sollicités, proposant des rémunérations attractives.

Cette recherche étant menée également par nos principaux concurrents, il en est résulté un renchérissement du coût de la ressource.

A l'heure actuelle, la banque détient encore nombre de ces dépôts fortement rémunérés, notamment, ceux de la CNSS, ce qui pèse sur le compte d'exploitation.

Cependant, les dépôts à vue ont également progressé,

notamment en commercial où plusieurs clients importants ont vu leurs créances sur l'État être, en tout ou partie, remboursées. Cette situation a entraîné l'effacement de

certains découverts rémunérateurs et l'apparition de dépôts commerciaux.

En clientèle privée, les nombreuses entrées en relation, suite à des conventions signées avec des organismes en faveur de leur personnel, le dynamisme de certaines agences et, en fin d'exercice la réorganisation de l'Agence Principale ont amené une hausse sensible des dépôts à vue de cette catégorie.

Pour 2008, la politique de la banque s'est infléchi. Un net ralentissement des rémunérations des DAT va entraîner une baisse des dépôts correspondants. Par contre la recherche ciblée de dépôts à vue, tant privés que commerciaux se poursuivra avec détermination.

Une campagne de relance des comptes sur livrets à mener courant 2008, doit permettre de regagner quelques parts de marché dans ce domaine.

Le budget de fonctionnement

Les frais de personnels s'affichent à + 11% par rapport à 2006. L'augmentation la plus importante se situe dans les charges sociales et notamment dans les frais de

couverture maladie. Cela a entraîné une accélération dans la mise en place de la gestion de cette fonction par la société Gras Savoye dont on attend une surveillance accrue des dépenses devant entraîner une économie de l'ordre de 20%.

La masse salariale proprement dite augmente de + 8% par rapport à 2006, des séquelles des révisions et mises à jour de situation sont venues alourdir les totaux.

En 2008, les projets d'augmentation du personnel et la remise à niveau nécessaire de certains membres du personnel entraîneront une hausse qui sera contenue entre 8 et 10%. D'autant qu'en début d'exercice la SGBB a connu des démissions d'agents d'exploitation partis vers d'autres établissements.

Côté frais d'exploitation l'augmentation est sensible. Elle se justifie principalement au niveau des frais de maintenance et d'abonnement informatiques et de communication. La modernisation de nos installations et le développement des postes de travail a entraîné des surcharges de coût, parfois momentanément en double (VSat + ligne Equant), nouvelles licences Delta, etc...

En 2008, le projet en cours de migration sur la V 9.1 de Delta, la mise en œuvre du socle HARPE, la réalisation des nouveautés monétaires après le passage sur E-Funds, ne permettent pas d'imaginer un ralentissement de ces coûts.

Concernant les amortissements ils ont été nettement moins élevés que ceux prévus au budget 2007, un glissement des réalisations se faisant sur 2008, par voie de conséquence le budget 2008 est sous évalué à ce niveau. Il faut attendre un total plus proche de 600 Ms de Fcfa, pour la prise en compte des réalisations citées ci-dessus. Les tombées significatives n'intervenant qu'au 2ème semestre.

Le budget d'investissement

Les projets pilotés par le siège du groupe ont entraîné des investissements qui n'avaient pas été budgétés notamment en informatique où il a été nécessaire de renforcer le système central en prévision des futures migrations (V9.1) et implantations d'exploitation (HARPE). Des remises en état de bureaux avec renouvellement de mobilier ont été également plus nombreuses. Enfin, un investissement en véhicules qui avait été envisagé plus limité a été étendu pour renouveler le parc et abandonner l'usage des Peugeot Partner qui se sont avérées inadaptées, elles ont été mises en vente.



En 2008, le budget sera revu en son temps compte tenu des modifications qui vont intervenir dans les projets.

En immobilier, le projet Ouaga 2000 ne sera pas lancé, une nouvelle orientation lui sera donnée. Par ailleurs, l'exiguïté des locaux du siège nécessite la mise en

chantier d'une annexe à construire à l'emplacement actuel du parking de la Direction Générale.

Enfin, profitant d'une opportunité de local mis en location, la banque a décidé



d'ouvrir une nouvelle agence à la ZAD, ce qui permet d'une part de se rapprocher de la clientèle de grandes entreprises qui y est installée et d'autre part de se rapprocher de Ouaga 2000.

Le Résultat

Les commentaires du précédent conseil laissent entrevoir que l'exercice 2007 serait plus difficile que prévu compte tenu des événements survenus : retrait de la SGBB du financement de la Sofitex, ralentissement des investissements des agents économiques, diminution des encours de découvert, maintien d'un coût élevé et inutile de la ressource et renforcement des dépenses liées à l'exploitation et à l'investissement pour satisfaire aux projets en cours.

A ces événements, est venue s'ajouter la prise en compte de l'évolution négative de certains engagements commerciaux, qui, sans être compromis à la fin de l'exercice, ce qui aurait entraîné un déclassement, ont fait apparaître suffisamment de doutes sur leur évolution pour justifier la constitution d'importantes provisions en fonds pour risques bancaires généraux (FRBG) à hauteur de 1,9 Md de Fcfa, ce qui entraîne un autre effet néfaste sur le plan fiscal, les FRBG étant réintégréables fiscalement.

Ces dispositions pèsent sur le résultat net qui ressort à 1,08 Md au lieu de 1,5 prévu lors de l'estimé 2007 en octobre dernier. Malgré une hausse sensible des commissions, la hausse des frais généraux fait ressortir un RBE (Résultat Brut d'Exploitation) inférieur à 2006.

Il faut noter que lors des décisions qui seront prises en 2008 sur ces dossiers les FRBG seront reprises, soit pour être transformées en provisions pour CDL, soit pour être

annulées, les dossiers étant revenus à meilleure fortune, la réintégration fiscale sera opérée en 2008 ce qui améliorera le résultat de cet exercice. L'impact fiscal de ces FRBG peut se chiffrer à environ 570 Ms de Fcfa.

Les résultats partiels du premier trimestre 2008, montrent une tendance à une nette amélioration : redressement de la production d'intérêts, ralentissement du coût de la ressource, donc fin de « l'effet de ciseaux » subi en 2007, poursuite de la hausse des commissions, plus nombreuses et grâce à une révision des tarifs, maîtrise des frais généraux à un niveau proche de celui de 2007.

L'action de la banque restera axée sur la recherche de concours de qualité, les perspectives sont prometteuses, une gestion optimisée de la trésorerie à moindre coût, le renforcement des commissions, la maîtrise des frais généraux mais surtout, comme en 2007, un renforcement de la politique de recouvrement des engagements compromis.

La distribution des résultats

La production de l'exploitation, malgré les difficultés rencontrées a dégagé un résultat assez voisin de celui de 2006, seules les précautions prises en matière de provisions pour risques bancaires généraux et les conséquences fiscales qui en découlent font ressortir le résultat à un niveau nettement plus bas que prévu.

La reprise des provisions pour risques bancaires généraux en 2008 et les perspectives encourageantes de résultat amènent la banque à proposer à la présente Assemblée Générale des actionnaires de maintenir en 2007 une distribution identique à celle effectuée en 2006, soit 2500 F brut par action, au total 400 Millions de Fcfa. Pour les mêmes raisons, l'intéressement des salariés aux résultats de l'entreprise sera maintenu au niveau de 2006 soit 44 Millions de Fcfa.

Le bénéfice net de l'exercice 2007 s'élève à 1 079 623 300 CFA.

Nous vous demandons de bien vouloir donner aux administrateurs en fonction quitus et décharge de leur gestion pour l'exercice clos le 31/12/2007.

Mesdames et Messieurs les actionnaires, nous vous demandons votre accord sur l'arrêté des comptes et l'affectation des résultats en votant les résolutions qui vont vous être proposées.

Nous vous remercions de votre attention.

En millions de FCFA

RUBRIQUES	2006	2007
BILAN		
Total bilan	104 380	120 656
Fonds propres	7 368	10 229
Dépôts de la Clientèle	88 062	105 758
Crédits bruts à la clientèle	82 152	103 161
Engagements hors bilan	63 418	46 272
COMPTE D'EXPLOITATION		
Produit Net Bancaire	8 355	8 071
Résultat Brut d'Exploitation	4 628	3 770
NOMBRE D'AGENCES		
	7	7
NOMBRE D'EMPLOYES		
	185	188

Répartition du capital SGBB au 31/12/2007

Capital SGBB	1 600 millions de FCFA
Partie Burkinabè	50%
Groupe Société Générale	44%
FINADEI	6%

RESULTATS COMPARES

AU 31/12/2006 ET 31/12/2007

En millions de F CFA

RUBRIQUES	2006	2007	Évolution
Produits bancaires	11 768	11 908	+1%
Autres produits d'exploitation	1 129	2 396	+112%
I. TOTAL DES PRODUITS	12 897	14 304	+11%
Charges bancaires	3 420	3 863	+13%
Frais généraux	3 247	3 733	+15%
Amortissements et provisions	3 685	4 397	+19%
II. TOTAL DES CHARGES	10 352	11 993	+16%
III. RESULTAT D'EXPLOITATION	2 545	2 311	-9%
Pertes et profits	-176	-365	+107%
Impôt sur le résultat	907	866	-5%
IV. RESULTAT NET DE LA PERIODE	1 462	1 080	-26%



Le bronze est au cœur de l'artisanat burkinabè

BILANS ET HORS BILANS COMPARES AU 31/12/2006 ET 31/12/2007

Bilans comparés au 31/12/2006 et au 31/12/2007

En millions de F CFA

RUBRIQUES	2006	2007	Évolution
Trésorerie et opérations interbancaires	20 904	18 895	-10%
Opérations avec la clientèle	75 768	82 613	+9%
Autres comptes financiers	5 689	16 545	+191%
Valeurs immobilisées	2 019	2 602	+29%
TOTAL DE L'ACTIF	104 380	120 656	+16%
Trésorerie et opérations interbancaires	3 348	4 765	+42%
Opérations avec la clientèle	83 910	96 993	+16%
Autres comptes financiers	3 706	3 515	-5%
Fonds propres et provisions	11 954	14 303	+20%
Résultat net de la période	1 462	1 080	-26%
TOTAL PASSIF	104 380	120 656	+16%

Hors Bilans comparés au 31/12/2006 et au 31/12/2007

En millions de F CFA

RUBRIQUES	2006	2007	Évolution
Engagements de financement donnés	4 780	5 924	+24%
Engagements de garantie donnés	58 638	42 129	-28%
TOTAL ENGAGEMENTS HORS BILAN	63 418	48 053	-24%

Comptes annuels - Exercice clos le 31 décembre 2007

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 Décembre 2007, sur :

- ◇ le contrôle des comptes annuels de la Société Générale de Banques au Burkina (SGBB) tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- ◇ les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I- Opinion sur les comptes annuels.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession et particulièrement en conformité avec les instructions contenues dans la circulaire n° 11-2001/CB du 09 janvier 2001 de la commission bancaire de l'UEMOA, amendée le 11 décembre 2003, notamment en ces paragraphes II et suivants. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes.

Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base

raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II- Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels de la SGBB.

Fait à Ouagadougou, le 07 mai 2008.

Françoise TOE

Expert Comptable Diplômée d'État

Commissaire aux comptes

CABINET GEORGES OUATTARA

Georges OUATTARA

Expert Comptable

Commissaire aux comptes



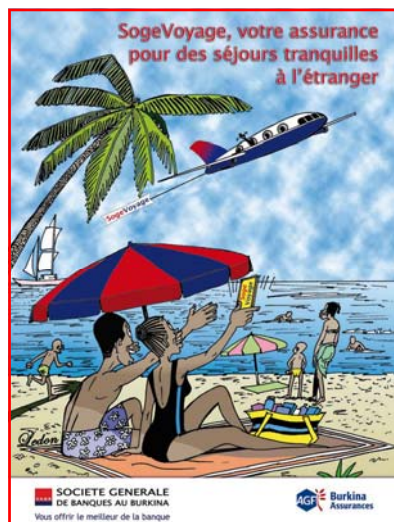
Comptes annuels - Exercice clos le 31 décembre 2007

En application des dispositions de l'Acte Uniforme portant Droit des Sociétés Commerciales et du GIE de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA), nous portons à votre connaissance les conventions visées aux articles 438 à 448 de cet acte, et préalablement autorisées par votre Conseil d'Administration et à l'article 35 de la Loi Bancaire portant réglementation des prêts.

Il s'agit de toutes conventions intervenues entre votre société et l'un ou plusieurs de ses dirigeants, administrateurs et actionnaires principaux ou entre votre société et une entreprise dans laquelle les personnes ci-avant citées exercent des fonctions de direction, d'administrateur, de gérance ou détiennent plus du quart du capital social.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle de telles conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables au Burkina Faso; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.



I- Conventions conclues au cours des exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice 2007

Conventions régies par les articles 438 à 448 de l'Acte Uniforme.

Une seule convention en vigueur rentre dans cette catégorie. Il s'agit de la convention d'assistance technique conclue avec la SOCIETE GENERALE en France le 23 juin 1998. Au titre de cette convention la SGBB a versé à la SOCIETE GENERALE la somme de 196 787 100 francs CFA au cours de l'exercice 2007.

Conventions régies par l'article 35 de la loi Bancaire.

Les conventions ont été vérifiées conformément à la réglementation en vigueur.

II- Conventions conclues au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2007

Conventions régies par les articles 438 à 448 de l'Acte Uniforme et par l'article 35 de la loi bancaire :

Les conventions ont été vérifiées conformément à la réglementation en vigueur

Telles sont les informations que nous avons estimées devoir vous communiquer dans le cadre du présent rapport.

Fait à Ouagadougou le 07 mai 2008.

Françoise TOE
Expert Comptable Diplômée d'État
Commissaire aux comptes

CABINET GEORGES OUATTARA
Georges OUATTARA
Expert Comptable
Commissaire aux comptes

BILAN AU 31/12/2007

ACTIF

POSTE	ACTIF	DEC 2800 MONTANTS NETS (en millions de F CFA)	
		2006	2007
A10	CAISSE	2 807	2 455
A02	CREANCES INTERBANCAIRES	18 072	16 415
A03	- A vue	7 745	6 173
A04	. Banques centrales	5 630	4 836
A05	. Trésor public, CCP	129	74
A07	. Autres établissements de crédit	1 986	1 263
A08	- A terme	10 327	10 242
B02	CREANCES SUR LA CLIENTELE	75 091	82 029
B10	- Portefeuille d'effets commerciaux	4 146	7 109
B11	. Crédits de campagne	0	0
B12	. Créances ordinaires	4 146	7 109
B2A	- Autres concours à la clientèle	51 426	55 149
B2C	. Crédits de campagne	10 004	0
B2G	. Crédits ordinaires	41 422	55 149
B2N	- Comptes ordinaires débiteurs	19 519	19 771
B50	- Affacturage	0	0
C10	TITRES DE PLACEMENT	4 154	13 692
D1A	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	209	209
D50	CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
D20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	226	285
D22	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 569	2 091
E01	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0
C20	AUTRES ACTIFS	890	1 169
C6A	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	1 362	2 311
E90	TOTAL DE L'ACTIF	104 380	120 656

BILAN AU 31/12/2007

PASSIF

POSTE	PASSIF	DEC 2800	
		MONTANTS NETS	
		(en millions de F CFA)	
		2006	2007
F02	DETTES INTERBANCAIRES	3 318	4 749
F03	- A vue	838	2 616
F05	. Trésor public, CCP	0	0
F07	. Autres établissements de crédit	838	2 616
F08	- A terme	2 480	2 133
G02	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	83 079	96 008
G03	- Comptes d'épargne à vue	7 810	8 433
G04	- Comptes d'épargne à terme	144	133
G05	- Bons de caisse	0	0
G06	- Autres dettes à vue	28 325	42 263
G07	- Autres dettes à terme	46 800	45 179
H30	DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	0	0
H35	AUTRES PASSIFS	2 037	2 335
H6A	COMPTE D'ORDRE ET DIVERS	2 551	2 202
L30	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	786	215
L35	PROVISIONS REGLEMENTÉES	0	0
L41	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNÉS	4 000	4 000
L10	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0
L20	FONDS AFFECTÉS	0	0
L45	FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX	0	1 900
L66	CAPITAL OU DOTATIONS	1 600	1 600
L50	PRIMES LIÉES AU CAPITAL	52	52
L55	RESERVES	5 355	6 375
L59	ECARTS DE REEVALUATION	0	0
L70	REPORT A NOUVEAU (+ / -)	140	140
L80	RESULTAT DE L'EXERCICE (+ / -)	1 462	1 080
L90	TOTAL DU PASSIF	104 380	120 656

BILAN AU 31/12/2007

HORS BILAN

		DEC 2800	
		MONTANTS NETS	
POSTE	HORS BILAN	(en millions de F CFA)	
		2006	2007
ENGAGEMENTS DONNES			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT			
N1A	En faveur d'établissements de crédit	0	0
N1J	En faveur de la clientèle	3 329	3 461
ENGAGEMENTS DE GARANTIE			
N2A	D'ordre d'établissements de crédit	22 428	1 619
N2J	D'ordre de la clientèle	36 254	41 192
N3A	ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0
ENGAGEMENTS RECUS			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT			
N1H	Reçus d'établissements de crédit	0	0
ENGAGEMENTS DE GARANTIE			
N2H	Reçus d'établissements de crédit	94	90
N2M	Reçus de la clientèle	12 946	12 292
N3E	ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0

COMPTE DE RESULTATS AU 31/12/2007

CHARGES

DEC 2880
MONTANTS NETS
(en millions de F CFA)

POSTE	CHARGES	2006	2007	Évolution
R01	INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	3 268	3 554	9%
R03	- Intérêts et charges assimilées sur dettes interbancaires	332	212	-36%
R04	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard de la clientèle	2 682	3 088	15%
R4D	- Intérêts et charges assimilées sur dettes représentées par un titre	0	0	
R5Y	- Charges sur comptes bloqués d'actionnaires ou d'associés et sur emprunts et titres émis	254	254	0%
R05	- Autres intérêts et charges assimilées	0	0	
R5E	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	
R06	COMMISSIONS	13	14	8%
R4A	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	30	50	67%
R4C	- Charges sur titres de placement	0	0	
R6A	- Charges sur opérations de change	30	50	67%
R6F	- Charges sur opérations de hors bilan	0	0	
R6U	CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE	109	244	124%
R8G	ACHATS DE MARCHANDISES	0	0	
R8J	STOCKS VENDUS	0	0	
R8L	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0	
S01	FRAIS GENERAUX D'EXPLOITATION	3 247	3 734	15%
S02	- Frais de personnel	1 748	1 932	11%
S05	- Autres frais généraux	1 499	1 802	20%
T51	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	480	558	16%
T6A	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	2 082	0	-100%
T01	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	0	1 900	
T80	CHARGES EXCEPTIONNELLES	23	436	1796%
T81	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	267	215	-19%
T82	IMPOT SUR LE BENEFICE	907	866	-5%
T83	BENEFICE	1 462	1 080	-26%
T85	TOTAL	11 888	12 651	6%

COMPTE DE RESULTATS AU 31/12/2007

PRODUITS

DEC 2880

MONTANTS NETS

(en millions de F CFA)

POSTE	PRODUITS	2006	2007	Évolution
V01	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	8 868	8 165	-8%
V03	- Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires	230	366	59%
V04	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle	8 607	7 760	-10%
V51	- Produits et profits sur prêts et titres subordonnés	0	0	
V5F	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0	
V05	- Autres intérêts et produits assimilés	31	39	26%
V5G	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	
V06	COMMISSIONS	665	778	17%
V4A	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	1 539	2 135	39%
V4C	- Produits sur titres de placement	97	470	385%
V4Z	- Dividendes et produits assimilés	17	38	124%
V6A	- Produits sur opérations de change	407	611	50%
V6F	- Produits sur opérations de hors bilan	1 018	1 016	0%
V6T	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE	696	830	19%
V8B	MARGES COMMERCIALES	0	0	
V8C	VENTES DE MARCHANDISES	0	0	
V8D	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0	
W4R	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	7	16	129%
X51	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0	
X6A	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	0	441	
X01	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	0	0	
X80	PRODUITS EXCEPTIONNELS	28	63	125%
X81	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	85	223	162%
X83	PERTE			
X85	TOTAL	11 888	12 651	6%

La SGBB joue un rôle moteur dans le paysage financier local. Elle est une porte ouverte sur le monde grâce à son appartenance au réseau Société Générale, un groupe bancaire international de plus de 150 000 collaborateurs, présent dans 82 pays, avec plus de 27 millions de clients particuliers. L'appui d'un réseau disposant d'un potentiel technique et financier considérable permet à la SGBB d'être toujours en pointe. En 2007 par exemple, la SGBB, avec le soutien de sa maison mère, a mis en route le lancement de la carte VISA Premier, carte à puce obéissant aux normes EMV. Cette carte garantit beaucoup plus de sécurité dans les transactions monétaires, que les cartes à piste couramment commercialisées au Burkina.

Dès qu'il est question d'innovation et de développement, la SGBB est l'un des éléments moteurs au Burkina:

- ◇ Cartes visa dont la gamme ne cesse de se diversifier pour toujours répondre aux exigences des clients
- ◇ Projet de migration de l'outil informatique par l'acquisition de la dernière version du logiciel Delta
- ◇ Soutien au financement du coton, facteur clé du développement économique du Burkina. La SGBB y participe non seulement avec le pool bancaire local mais aussi, en collaboration avec la Société Générale. Divers crédits accordés aux particuliers et aux entreprises pour la réalisation de leurs projets de croissance. A ce titre, la SGBB contribue de manière considérable au développement de l'éducation au Burkina Faso. Soulignons la réussite de la campagne prêts scolaires 2007, qui a enregistré une forte croissance des crédits accordés aux particuliers dans des conditions préférentielles afin de les soutenir dans les dépenses liées à la scolarité de leurs enfants.
- ◇ Aide à la micro-finance par la participation avec un organisme local,
- ◇ Forte implication dans la lutte contre le VIH/SIDA avec une prise en charge globale du personnel et de leurs ayants droits. Entre autres actions organisées en 2007, une journée de sensibilisation à l'occasion de la Journée Internationale de Lutte contre le VIH/SIDA.
- ◇ Soutien à l'Association Enfants et Actions Chirurgicales pour offrir des chances de réinsertion sociale à des enfants défavorisés et meurtris par la vie. 50 enfants atteints de la maladie du Noma ont été opérés courant 2007.

Contributions diverses pour l'épanouissement socio-économique des Burkinabè. C'est ainsi que la

SGBB a participé à l'effort de solidarité nationale destiné à venir en aide aux sinistrés de la saison des pluies 2007, en offrant une enveloppe de 10 millions de CFA au Comité National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation.

La SGBB offre ainsi à ses clients tous les produits et services d'une banque universelle, d'une banque souple, performante et à la fois actrice du développement socio-économique du pays.

Autres faits marquants 2007

- ◇ Arrivée le 31 octobre 2007, du nouveau Directeur Général de la SGBB, Patrick DELAILLE, venu de Marseille pour permettre à son prédécesseur, William BERTHAULT, de faire valoir ses droits à la retraite.
- ◇ Externalisation de la gestion du régime médical; gestion confiée désormais à Gras Savoye Burkina. Un protocole d'accord a été signé entre les deux parties le 11 octobre 2007.
- ◇ Deuxième édition du tournoi de golf SGBB. La deuxième carte s'est jouée les 28 et 29 avril 2007, avec de bonnes retombées publicitaires. Des contacts étroits ont pu être noués avec les responsables des groupes internationaux et les chefs d'entreprise de la place.
- ◇ Don de matériel coelio-chirurgical d'une valeur de 5 millions de CFA à la clinique Les Genêts avec laquelle la SGBB a signé une convention en faveur du personnel. L'objectif est de permettre à la clinique, de réaliser sur le territoire Burkinabè, des opérations jusqu'alors effectuées à l'étranger. Ce matériel a été remis le 12 avril 2007.
- ◇ Participation remarquable de l'équipe de foot SGBB au tournoi de l'ASBEFA (Association Sportive des Banques et Établissements Financiers du Faso) et au tournoi du Ministre des Finances et du Budget. Le personnel est sorti nombreux pour soutenir les joueurs, belle illustration de l'Esprit d'Équipe.



Stand SGBB aux Journées de l'Entrepreneuriat Burkinabè tenues du 22 au 24 novembre 2007

Société Générale de Banques au Burkina

Site Internet: www.sgbb.bf - E-Mail: sgbb.burkina@socgen.com - Fax: (226) 50 31 05 61 - Swift: SGBBBFBF

Siège social et agence principale

248, rue de l'hôtel de ville
Ouagadougou
Tél.: (226) 50 32 32 32

Agence Patte d'Oie

3846, av. Moro Naaba Wobgo
Ouagadougou
Tél.: (226) 50 38 79 99

Agence Kwamé N'Krumah Nations Unies

224, av. Ilboudo Waogyandé
Ouagadougou
Tél.: (226) 50 30 71 05

Agence Bobo-Dioulasso

590, av. Guillaume Ouédraogo
02 BP 2202 Bobo-Dioulasso 02
Tél. : (226) 20 97 33 90 / 94

Agence Kwamé N'Krumah Référence

1268, av. Kwamé N'Krumah
Ouagadougou
Tél.: (226) 50 30 57 58

Agence Charles de Gaulle

1703, av. Charles de Gaulle
Ouagadougou
Tél.: (226) 50 36 92 38

Agence Gounghin

210, av. Kadiogo
Ouagadougou
Tél.: (226) 50 34 53 39

Bientôt, Agence de la ZAD

Zone d'Activités Diverses
12, rue 15.397
Ouagadougou



SOCIETE GENERALE
DE BANQUES AU BURKINA

FILIALE DU GROUPE

